

LE DEVOIR

VOL. LXXXVII - N° 265

MONTRÉAL, LE MERCREDI 13 NOVEMBRE 1996

88 c + TPS + TVQ / TORONTO 1\$

PERSPECTIVES

Fidel, encore et toujours

L'Assemblée générale de l'ONU a condamné hier, à une très large majorité, l'embargo «unilatéral» des États-Unis contre Cuba, et a demandé l'abrogation de la loi Helms-Burton qui «porte atteinte» à la liberté du commerce international. Une résolution sur «la nécessité de lever le blocus [...] appliqué à Cuba par les États-Unis» a recueilli 137 voix en séance plénière de l'Assemblée générale. Cette prise de position fait directement écho à celle émise la veille par le VI^e Sommet ibéro-américain, qui s'est achevé cette semaine au Chili.

Quoi? Fidel Castro embrassant, 37 ans plus tard, la démocratie pluraliste et les élections libres? Oui, tel est l'incroyable résultat, passé presque inaperçu, du VI^e Sommet ibéro-américain qui s'est achevé mardi à Viña del Mar, au Chili. Mais en échange de cette concession historique qui ne reste qu'un engagement de papier, le *Líder máximo* a obtenu un bel appui de 23 pays dans sa lutte à l'obsessionnel boycottage économique des États-Unis.

«Je n'ai rien contre ton pays, mais tout contre ton régime.» C'est ainsi que le chef du gouvernement espagnol, le conservateur José María Aznar, s'est adressé à Fidel Castro dimanche soir lors du dîner inaugural du sommet ibéro-américain, qui s'est conclu par une déclaration sur la démocratie pluraliste, sur la lutte au trafic des stupéfiants, sur l'union économique régionale et, bien entendu, sur les inévitables «défis de la mondialisation».

Une fois de plus, la question des rapports entre «Cuba la communiste» et l'ensemble des pays latino-américains, passés en masse à la démocratie et au libre marché depuis 15 ans, a dominé la sixième réunion de famille annuelle des pays *latinos* des deux rives de l'Atlantique...

Mais si Fidel — pourfendeur rituel de la «cochonnerie capitaliste» et de son «simulacre démocratique» — a dû faire une concession historique à ses cousins de culture et adversaires idéologiques, il a obtenu en échange une grande récompense: la dénonciation à l'unisson du gouvernement américain, dans ce qu'il est convenu d'appeler «la triste affaire Helms-Burton».

Washington voit ainsi s'étendre — une fois de plus par les temps qui courent — son isolement sur divers fronts: sur celui des représailles anticubaines, mais aussi au Zaïre (où les Américains se faisaient encore prier, hier après-midi) et sur la réélection de Boutros Boutros-Ghali à la tête de l'ONU (qu'ils sont les seuls à ne pas accepter).

En effet, la célèbre loi Helms-Burton — cette législation américaine qui, au nom de la lutte au diable castriste, entend harceler quiconque ose faire du négoce avec La Havane — a été une clouée au pilori par cette assemblée de 23 chefs d'État et de gouvernement, issus très majoritairement de la droite libérale latino-américaine.

Cette dénonciation très forte des outrances anticas-tristes américaines a suscité une réaction immédiate de Washington. Le sous-secrétaire d'État Jeffrey Davidow a exprimé, dès hier, l'espoir que «les critiques à l'égard de la loi Helms-Burton ne puissent pas être interprétées par Fidel Castro comme un soutien à sa dictature, qui reste l'une des pires du monde».

Si l'on en juge par les échanges à Viña del Mar, marqués par le mélange d'un esprit bon enfant (avec les blagues, les tutoiements et les échanges de cravates à table) et d'oppositions exprimées sans ménagement, ce souci peut être écarté sans problème.

Au contraire, pour prix d'une aussi forte dénonciation des États-Unis, le «mouton noir» cubain a dû subir plus que sa part de pressions. L'attaque de José María Aznar contre Castro ne fut en effet que l'une de ces salves idéologiques qui ont mis cruellement en exergue le caractère de plus en plus anachronique de «l'exception cubaine» dans l'ensemble latino-américain.

Pour la première fois de sa vie — et sans qu'on ne puisse préjuger de l'effet concret de tels mots dans une déclaration diplomatique —, Fidel Castro a en effet apposé sa signature au bas d'un document qui fait explicitement l'éloge de la «démocratie pluraliste».

Il y est question d'«élections libres, périodiques et transparentes», d'«indépendance des pouvoirs», de «représentation des minorités», de «liberté de réunion et d'association», de «plein accès à l'information»... Autant d'incongruités potentiellement révolutionnaires au pays des *barbudos*.

Un point, donc, pour Fidel Castro, mais également un point pour ses adversaires. Un Fidel qui, malgré sa demi-victoire, a paru à Viña del Mar nettement moins combatif que par le passé, parlant lentement et pesant ses mots. Un Fidel qui accuse, sans aucun doute, le poids des ans et celui d'une terrible usure politique.

L'année prochaine à Caracas, cette rencontre désormais rituelle portera principalement sur «les valeurs éthiques de la démocratie». À l'heure où l'obsession néolibérale, largement diffusée en Amérique latine, fait parfois oublier l'éthique du partage économique, se pourrait-il enfin que l'on fasse pour une fois, à l'occasion de ce septième rendez-vous, le procès d'autre chose que la sempiternelle «exception cubaine»?

CULTURE

Téléfilm préfère Brault à Falardeau, page B 8



ÉCONOMIE

Croissance, récession ou «croissance récessionniste»? page B 1



MONTRÉAL

Peacekeepers à Kanesatake: Perreault confirme, page A 3

Le consensus du Sommet s'effrite

«Faites-nous des suggestions», dit Bouchard

«La balle est dans votre camp», répliquent les centrales syndicales

MARIO CLOUTIER
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Le consensus du Sommet sur l'économie et l'emploi est en train de s'effriter devant l'affrontement imminent entre le gouvernement Bouchard et les employés de l'État sur la question de la réduction des coûts de main-d'œuvre, l'une des solutions privilégiées par Québec pour l'assainissement des finances publiques. «Faites-nous des suggestions», lance Bouchard. «La balle

est dans votre camp», répliquent les centrales syndicales. Dans le coin droit, le cabinet Bouchard compte bientôt «montrer l'exemple» en décrétant une baisse du salaire des parlementaires. Dans le coin gauche, les syndicats représentant les employés de l'État rejettent toute réouverture de leurs conventions signées il y a un an. Hors de l'arène du Sommet sur l'économie et l'emploi, la méfiance règne entre les alliés circonstanciels, qui se regardent maintenant en chiens de faïence. Les coûts de main-d'œuvre — avantages sociaux et or-

ganisation du travail — des employés de l'État représentent 58 % des dépenses courantes du gouvernement. Sur des compressions de près de trois milliards, imposées par un plan d'austérité visant à atteindre le déficit zéro en l'an 2000, les coûts de main-d'œuvre représentent un montant supérieur à un milliard. «Tout cela est sur la table», a confirmé hier le président du Conseil du trésor, Jacques Léonard. «On étudie plu-

VOIR PAGE A 8: SOMMET

La journée mondiale du prix littéraire



La romancière québécoise Marie-Claire Blais a reçu hier le prix du Gouverneur général du Canada pour son roman *Soifs* paru aux Éditions du Boréal.

Marie-Claire Blais remporte le prix du Gouverneur général

Nancy Huston se contente du «Goncourt des lycéens»

De Paris à Montréal, la saison des prix littéraires bat son plein. À chaque année, à la mi-novembre, les écrivains, ces êtres de silence et de solitude, entrent brièvement dans la lumière médiatique avant de retomber dans l'oubli. Cinq écrivains ont été couronnés hier. Marie-Claire Blais a remporté le prix du Gouverneur général, Pascale Roze a raflé le Goncourt, Nancy Huston se console avec le «Goncourt des lycéens», Yvon Rivard a reçu le grand prix de la Ville de Montréal et Boris Schreiber a gagné le Renaudot.

PIERRE CAYOUILLE
LE DEVOIR

La romancière québécoise Marie-Claire Blais a reçu hier le prix du Gouverneur général du Canada pour son roman *Soifs* paru aux Éditions du Boréal. C'est la troisième fois que la romancière reçoit cette distinction. Elle avait remporté le prix du Gouverneur général en 1968 pour *Manuscrits de Pauline Archange*, puis en 1979 pour *Le Sourd* dans la ville.

Le jury a décrit ainsi *Soifs*: «Un baroque sombre, parfois funèbre, rassemble ici les vivants

et les mourants, les violents et les sages, les assoiffés du monde. Mais c'est la soif du verbe qui prend tout le livre et vous laisse, inassouvis.»

Encore porté par l'euphorie de son triomphe à Avignon et l'accueil chaleureux qu'on lui réserve à Montréal ces jours-ci, le dramaturge Normand Charette aura désormais une raison de plus de célébrer. On lui a attribué hier le prix du Gouverneur général pour *Le Passage de l'Indiana* paru chez Leméac Éditeur/Actes Sud-Papiers.

VOIR PAGE A 8: PRIX

Cégeps: de la cote Z à la cote R à la cote B ?

Lire notre reportage, page A 4

Le Bloc, cheval de Troie des péquistes insatisfaits de Bouchard ?

MANON CORNELLIER
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Le Bloc pourrait-il être le cheval de Troie de certains militants péquistes insatisfaits des orientations prises par leur chef Lucien Bouchard? La députée bloquiste de Rimouski-Témiscouata, Suzanne Tremblay, en a bien peur et craint d'en être victime.

Jeudi dernier, Régis Beaulieu, un jeune péquiste de Rivière-du-Loup qui étudie à l'Université du Québec à Rimouski, a annoncé qu'il voulait briguer l'investiture bloquiste et déloger Mme Tremblay.

Même si elle a l'appui de la députée péquiste locale, Solange Charest, Suzanne Tremblay refuse de prendre cette bataille à la légère. Mais ce qui la choque, c'est d'avoir le sentiment d'être la cible d'un petit groupe de péquistes qui cherchent à donner une leçon à Lucien Bouchard.

«Ce n'est pas innocent. Ils essaient d'atteindre M. Bouchard en se disant: puisque vous voulez prendre le contrôle sur le PQ, on va prendre le contrôle sur le Bloc et on va vous imposer des virages que vous n'aimerez peut-être pas trop», avance-t-elle comme hypothèse.

La députée de Rimouski ne serait pas la seule dans la ligne de mire de ces militants péquistes. Un autre jeune envisage de faire la lutte au député de Matapédia-Matane, René Canuel. Des organisations du PQ se préparent aussi à présenter leur propre candidat pour arracher l'investiture à d'autres députés bloquistes, a appris Suzanne Tremblay grâce aux confidences d'amis péquistes.

Certains pensent que le président de la commission politique du Bloc, Daniel Turp, est le premier à avoir goûté à cette médecine.

M. Turp est candidat à l'investiture bloquiste dans Beauharnois-Salaberry, où le député sortant, Laurent Lavigne, a décidé de ne pas se représenter. Candidat-vedette du Bloc lors des dernières élections partielles, il doit toutefois faire la lutte à André Daoust, un adjoint de M. Lavigne et de Serge Deslières, député péquiste de Salaberry-Soulanges. Malgré les pressions, M. Daoust tient bon, avec l'appui de M. Deslières et de son organisation.

Daniel Turp, qui a la confiance des péquistes de l'autre section du comté, refuse de voir cette bataille comme un



«Ils essaient d'atteindre M. Bouchard en se disant: puisque vous voulez prendre le contrôle sur le PQ, on va prendre le contrôle sur le Bloc», dit Suzanne Tremblay

VOIR PAGE A 8: BLOC

Zaïre

Le général Baril dirigerait la force d'intervention 10 000 soldats d'une douzaine de pays participeraient à l'opération

JOCELYN COULON
LE DEVOIR

Frustré par la lenteur de la communauté internationale à intervenir au Zaïre, le Canada a proposé de mettre sur pied une force d'intervention multinationale qui sera dirigée par le lieutenant-général Maurice Baril.

Au cours d'une conférence de presse, hier à Ottawa, le premier ministre Jean Chrétien a indiqué que le Canada avait offert de mettre sur pied une force d'intervention multinationale et qu'une douzaine de pays avaient accepté d'y participer. La force d'intervention pourrait être compo-

sée d'environ 10 000 soldats, dont 1500 Canadiens. M. Chrétien a toutefois refusé de confirmer si un officier canadien dirigera la force. Cependant, *Le Devoir* a appris de sources sûres à Ottawa et à New York que le chef de l'armée de terre, le général Maurice Baril, sera nommé commandant de cette force dès que les Nations unies auront adopté une résolution en autorisant la création. Selon des diplomates à New York, la résolution pourrait être adoptée dès demain ou vendredi.

La force multinationale ne devrait pas être une opération dirigée par l'ONU mais simplement sanctionnée par elle, ce qui devrait satisfaire les États-Unis, qui refusent de

plusieurs années de voir l'organisation internationale diriger des forces multinationales. Dès lors, la nomination d'un Canadien à la tête de la force ne poserait aucun problème.

Hier à Washington, un porte-parole du Pentagone, Kenneth Bacon, a déclaré qu'«une des questions qui devront être

VOIR PAGE A 8: FORCE

Lire aussi en page A 5

■ Goma gagnée par la crainte du choléra

MÉTÉO

Montréal Ciel variable. 30% de probabilité d'averses de neige. Max: 0 Min: -8
Québec Ciel variable. Max: -1 Min: -8
Détails, page B 4

INDEX

Agenda..... B 6 Idées..... A 7
Annonces..... B 6 Le monde..... A 5
Avis publics... B 4 Les sports..... B 5
Bourse..... B 3 Montréal..... A 3
Culture..... B 8 Mots croisés... B 4
Économie..... B 2 Politique..... A 4
Éditorial..... A 6 Télévision..... B 7

